

**Atelier Régional sur les Énergies
Renouvelables et l'Accès aux
Services Énergétiques à travers les
Énergies Renouvelables et
l'Efficacité Énergétique**

Accra, 24 -26 octobre 2011

**PRÉSENTATION DU BENIN:
SITUATION ÉNERGETIQUE
ET
EXTENSION DU RESEAU**

Présenté par Monsieur Nicolas AMOUSSOU-AKPA

Directeur de l'Électricité, Direction Générale de l'Énergie

Tél: (00 229) 97 21 32 63/95 45 29 86 E-mail: amoussouakpa@yahoo.fr

SOMMAIRE

Introduction

- I. Situation énergétique nationale**
- II. Rappel de quelques objectifs généraux de la politique énergétique nationale**
- III. Programme et projets nationaux du secteur**
- IV. Autres projets du secteur**
- V. Electrification en zones rurales par extension du réseau**
- VI. Difficultés rencontrées**
- VII. Conclusion et recommandations**

Annexe (Carte des réseaux électriques du Bénin)

INTRODUCTION

La disponibilité de l'énergie est un des préalables nécessaires à la transformation du Bénin en un pays à économie émergente.

En effet, l'accès aux produits énergétiques en quantité suffisante et à moindre coût constitue l'une des conditions nécessaires pour le développement des activités économiques et la création d'emplois; l'amélioration des conditions de vie des populations et la lutte contre la pauvreté.

C'est là la problématique du développement des services énergétiques et sa relation étroite avec le développement des autres secteurs d'activités. Pour y parvenir il convient : (i) d'avoir une politique cohérente de développement du secteur de l'énergie, basée sur une bonne analyse de la situation énergétique au niveau national, régional, voire international; (ii) de se doter d'une bonne organisation institutionnelle et des moyens nécessaires pour sa mise en œuvre efficace.

I. Situation énergétique nationale

1.1. Au niveau des consommations d'énergie

Elle est caractérisée par :

- Une consommation finale totale d'énergie relativement faible : environ 0,4 tep/hbt/an.
- Une consommation d'électricité également très faible : de l'ordre de 100 kWh/hbt/an;
- un faible taux d'accès des ménages à l'électricité particulièrement en zones rurales.

Il se situe en moyenne en 2010 à :

- ✓ **27,36%** au niveau national,
- ✓ **53,77%** au niveau des centres urbains,
- ✓ **3,53%** pour les zones rurales.
- Par une structure de consommation finale d'énergie marquée par une prédominance des usages traditionnels de biomasse-énergie.

I. Situation énergétique nationale

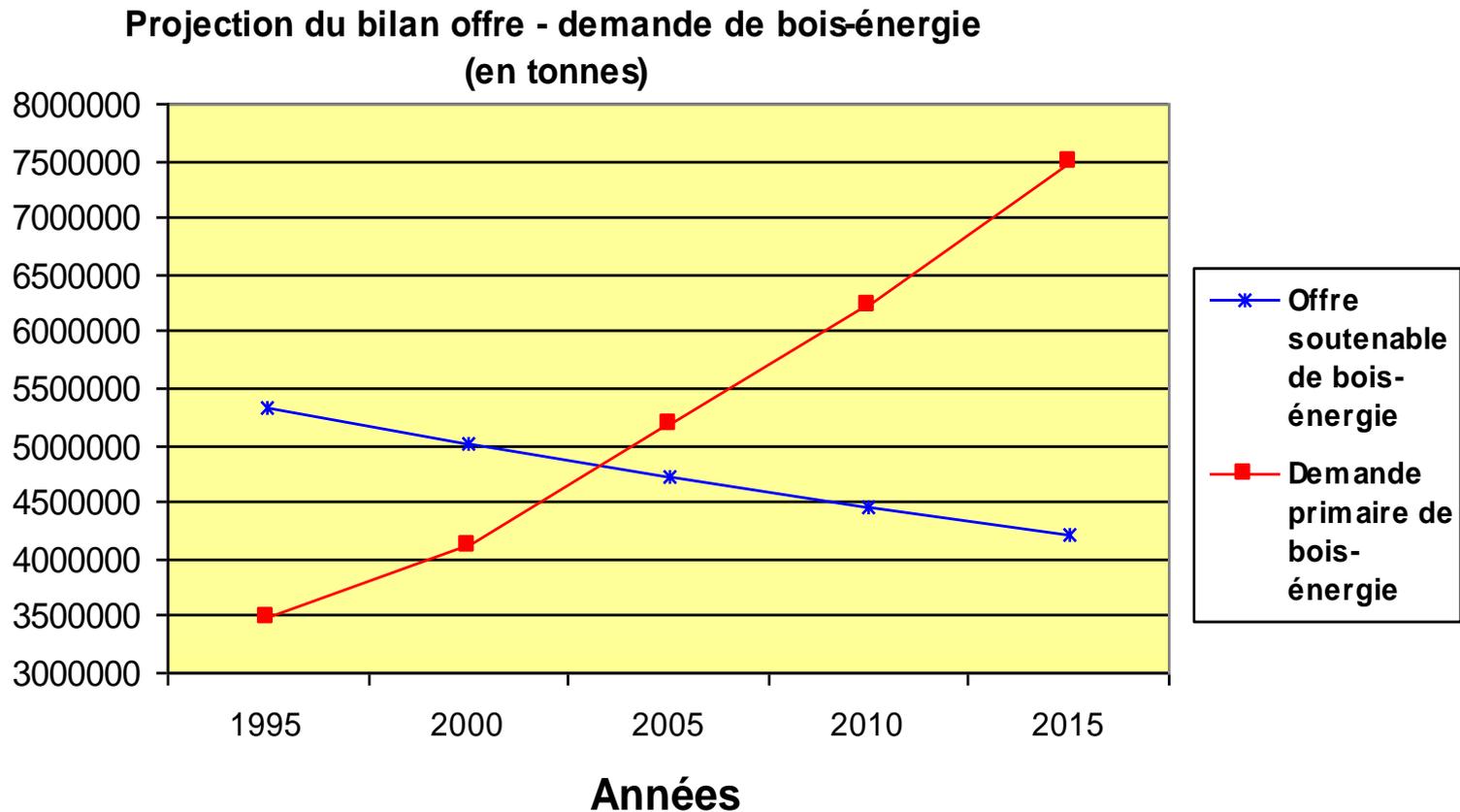
1.2. Au niveau des approvisionnements énergétiques

Elle est caractérisée principalement par :

- Une dépendance à 100 % des importations de produits pétroliers pour la satisfaction des besoins intérieurs.
- L'existence d'un secteur informel de commercialisation des produits pétroliers.
- Une dépendance à près de 80 % des importations d'électricité en provenance des pays voisins (Côte-d'Ivoire, Ghana et Nigéria).
- Un déficit croissant de l'offre forestière soutenable par rapport à la demande de bois-énergie comme l'illustre la figure ci-après.

I. Situation énergétique nationale

1.2. Au niveau des approvisionnements énergétiques (Suite)



II. Rappel de quelques objectifs généraux de la politique énergétique nationale

- Sécuriser les approvisionnements en électricité et en produits pétroliers.
- Développer les applications modernes de la biomasse-énergie (promotion des filières de la bioénergie).
- Etendre l'accès des ménages et des secteurs d'activités économiques aux sources d'énergies modernes.

Objectifs spécifiques pour l'accès des ménages : Atteindre

- a. en milieu urbain:** un taux de couverture de **100%** en 2015 avec un taux d'accès des ménages de **76%** en 2015 et **95 %** en 2025.
 - b. en milieu rural:** un taux de couverture de **60%** en 2015 et **100%** en 2025 avec un taux d'accès des ménages de **36%** en 2015 et **65 %** en 2025.
- Promouvoir la maîtrise d'énergie et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables.

III. Programmes et projets nationaux du secteur

3.1. Programme en cours de réalisation : Le Programme « Energie pour la Réduction de la Pauvreté et le Développement (ERPD) »

Il a été restructuré en 2010 en 4 sous-programmes qui regroupent plusieurs projets du secteur :

- Sous-Programme «Renforcement du Système de Production et de Gestion de l'Energie au Bénin »
- Sous-Programme «Acquisition d'une Centrale Electrique à turbines à gaz (TAG) de 80 MW à Maria-Gléta1 »
- Sous-Programme «Programme d'Actions pour l'Electrification des Localités Rurales »
- Sous-Programme «Appui à la Promotion et au Développement de la Distribution de l'Energie Electrique en milieu Urbain et Périurbain »

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite)

3.1.1. Sous-Programme « Renforcement du Système de Production et de Gestion de l'Énergie au Bénin »

Il regroupe les projets ci-après dont le point de mise en œuvre se présente comme il suit.

a) **Projet de Fourniture de Services d'Énergies (PFSE) :**

D'un coût total initial de 52,635 milliards de FCFA, le projet a bénéficié en 2008 d'un crédit additionnel de 3,5 milliards de FCFA.

Financement : IDA, NDF, BOAD, Gouvernement du Bénin, SBEE et CEB, avec l'appui technique de la Banque Mondiale.

Démarré en 2005, ce projet dont les activités se poursuivent a atteint un taux d'exécution physique de 87% et a permis à fin 2010 d'obtenir les principaux résultats ci-après :

- La réalisation d'études de faisabilité, d'ingénierie ainsi que des études environnementales (certaines achevées et d'autres en cours) et relatives à des travaux de construction de lignes de transport 161 KV, de réhabilitation et d'extension de

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite)

de lignes de transport, de renforcement de réseaux de distribution de la SBEE dans quelques villes, etc.

■ **La réalisation de l'interconnexion électrique du Nord-Togo au Nord Bénin par :**

- la construction de 254 Km de ligne 161 KV entre la frontière du Togo jusqu'à Djougou et Parakou ;
- la construction de 2 postes de transformation HT/MT à Djougou et à Parakou;
- la construction de deux lignes parallèles de 20 KV reliant le nouveau poste de Parakou à la centrale thermique et au poste de 20 KV existant;
- la construction de 76 km de ligne 161 KV raccordant Natitingou à Djougou;
- la construction de 106 km de ligne 161 KV raccordant Bembèrèkè à Parakou;
- la construction de deux postes de transformateurs HT/MT à Natitingou et Bembèrèkè ;

■ **La réalisation de travaux d'amélioration de réseau de distribution d'électricité dans les villes de Cotonou, Porto-Novo et Abomey Calavi, comprenant:**

- La construction dans la Zone Franche de Sèmè d'un poste de transformation de 63/15 KV de capacité 5MVA ;

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite)

- L'extension de plusieurs sous-stations existantes (Akpakpa et Gbégamey à Cotonou, Ouando à Porto-Novo);
 - Le renforcement de la liaison 63 KV entre les postes de Vèdoko et de Gbégamey par la pose de 4,6 km de câbles souterrains
 - Le renforcement de réseau de distribution à Cotonou et Porto-Novo par la construction de 18,4 km de ligne MT et de postes de transformation.
- **La réalisation de travaux de fourniture et de pose d'équipements nécessaires pour améliorer l'efficacité énergétique au niveaux de 14 sites administratifs.**
- **Dans le sous-secteur de la biomasse des actions en cours visant :**
- la promotion de l'accès des ménages aux équipements efficaces de cuisson utilisant le charbon de bois et aux équipements de cuisson à gaz;
 - L'appui à 5 communes du pays (Dassa, Glazoué, Savè, Ouèssè et Tchaourou) pour la mise en place de systèmes de gestion durable des ressources forestières.

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite)

- Enfin l'appui à la formation des cadres du secteur et autres actions de renforcement des capacités institutionnelles

b) **Projet de Développement de l'Accès à l'Energie Moderne (DAEM) :**

D'un coût total de 90,25 milliards de FCFA, ce projet vise à renforcer les acquis du PFSE et à poursuivre les actions dans les mêmes domaines ciblés.

Financement : IDA, GEF, ESMAP, NDF, KfW, FFEM, Gouvernement du Bénin, avec l'appui technique de la Banque Mondiale.

Les principaux résultats attendus du projet sont :

- La construction d'une ligne d'interconnexion 161 kV de 280 km entre Onigbolo et Parakou, d'une sous-station moderne à Onigbolo ;
- La construction d'une ligne d'interconnexion 161 kV entre Sakété et Porto-Novo ;
- La réhabilitation et le renforcement du réseau de distribution de la SBEE dans plus d'une dizaine de villes du pays ;

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite)

- Enfin l'appui à la formation des cadres du secteur et autres actions de renforcement des capacités institutionnelles

c) **Projet de Développement de l'Accès à l'Energie Moderne (DAEM) :**

Les principaux résultats attendus du projet sont également :

- L'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine de l'éclairage domestique et de l'utilisation des équipements frigorifiques;
- L'extension de l'accès des populations à l'électricité en milieu urbain et spécifiquement en zones rurales dans le cadre de concessions d'électrification rurale, ainsi que de l'accès des ménages aux équipements de cuisson à gaz ;
- La mise en œuvre par les communes membres de la CoForMo de plan de gestion des forêts pour la production du bois énergie.

Démarré en avril 2010, les activités de ce projet en cours à fin 2010 s'inscrivent globalement dans le cadre du processus de recrutement des entreprises et autres prestataires pour la réalisation des travaux planifiés.

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite)

3.1.2. Sous-Programme «Acquisition d'une Centrale Electrique à turbines à gaz (TAG) de 80 MW à Maria-Gléta1»

Il est réduit à un seul projet qui porte sur la construction de :

- la centrale électrique composée de 8 unités de production (8X10 MW) pouvant fonctionner au Gaz naturel ou au Jet A1 en cas de non disponibilité du gaz ;
- un poste HT pour l'évacuation de l'Energie produite ;
- Deux réservoirs de Jet A1 ;
- Deux lignes de transmission de l'Energie ;

Financement : Budget National.

Démarré en avril 2008 normalement pour 18 mois, ce projet accuse un retard considérable dans la réalisation des travaux par l'entreprise américaine « Combustion Associates Inc. (CAI) ».

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite)

3.1.3. Sous-Programme « Acquisition d'une Centrale Electrique à turbines à gaz (TAG) de 80 MW à Maria-Gléta1 » (suite)

A fin 2010, des travaux réalisés concernent principalement :

- Certains travaux de génie civil ;
- L'installation de six (06) unités de production sur les huit (08) de la centrale ;
- Le démarrage des travaux de construction des deux réservoirs de Jet A1
- Le taux d'exécution physique global du projet était évalué à 85%.

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite)

3.1.4. Sous-Programme « Programme d'actions pour l'Électrification des Localités Rurales »

Il s'agit d'un sous-programme mis en œuvre par l'ABERME et qui regroupe les projets ci-après dont le point de mise en œuvre se présente comme suit.

a) Projet d'électrification de 58 localités rurales

Financement : BIDC

Les activités du projet viennent d'être lancées avec la signature des contrats de marchés et le paiement des avances de démarrage aux entreprises indiennes LUCKY EXPORTS et JAGUAR OVERSEAS, chargées de la fourniture du matériel et de la réalisation des travaux.

b) Projet d'électrification rurale de 100 localités par raccordement au réseau

Financement : BIDC et Budget national

Le projet est à l'étape de la signature de l'accord de prêt

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite)

de 20 millions de \$ US prévu pour janvier 2011

c) Projet d'électrification des localités de Toui, Kilibo, Ikèmon et Akpéro

Financement : Budget national

Les marchés relatifs à l'électrification de ces localités ont été signés depuis 2008 , mais le projet a connu quelques difficultés financières.

Cependant Les travaux ont été réalisés à 100 % par l'Entreprise SORELBE chargée de l'électrification de Ikèmon et Akpéro et à 80 % par l'Entreprise MIERT en ce qui concerne l'électrification de Toui. Pour l'électrification de Kilibo les travaux confiés à l'entreprise SMC n'ont pas avancé.

d) Projet de raccordement des quartiers de ville/village de PERERE aux réseaux de la SBEE

Financement : CEB

Il s'agit de travaux confiés à la SBEE et qui sont exécutés à 75 % environ.

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite)

e) **Projet d'électrification de 200 localités rurales**

Ce projet est à sa phase 1 relative à la réalisation des études d'Avant Projet Détaillé sur **financement du Budget national (FER)**

Les procédures sont à une étape avancée pour le lancement de l'appel d'offres en vue du recrutement des cabinets.

f) **Projet d'électrification des localités de Sori, Biro, Ina, Guéné et Komdè**

Financement : Budget national

Il s'agit de chefs lieux d'arrondissement traversés par le réseau MT dans le cadre de la mise en œuvre d'un autre projet (le projet d'interconnexion des 10 chefs-lieux de communes)

Après la signature des marchés en 2010, les travaux devront démarrer en 2011.

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite)

g) **Projet d'électrification solaire des Arrondissements de Sô-Ava**

Financement : BIDC et Budget national

Les travaux préparatoires sur le terrain ont été exécutés en attendant l'arrivée des équipements et leur installation par l'entreprise chinoise SHENGDE NEW ENERGY TECHNOLOGY en charge de l'exécution du projet.

h) **Mise en œuvre et vulgarisation des actions de maîtrise d'énergie par ABERME**

Les plus importantes actions en cours portent sur :

- l'élaboration d'un document de politique nationale de maîtrise d'énergie qui attend d'être soumis à l'adoption du Gouvernement;
- l'élaboration d'un guide de sensibilisation à l'URE;
- l'implantation de 10 digesteurs dans des ménages agro-éleveurs;
- la construction et l'équipement d'une distillerie améliorée d'alcool local (SODABI).

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite)

3.1.5. Sous-Programmes « Appui à la Promotion et au Développement de la Distribution de l'Énergie Electrique en milieu Urbain et Périurbain »

a) Projet d'Electrification Rurale par Raccordement au Réseau SBEE : Facilité Energie ACP-UE

Il s'agit d'un projet d'électrification de 105 localités par la SBEE.

Financement : UE, GTZ, AFD, SBEE

A fin 2010 :

- Le contrat était signé avec le bureau d'études IED pour la réalisation des études d'ingénierie;
- L'appel d'offre était lancé pour le recrutement des entreprises devant réaliser les travaux de construction des réseaux électriques ;
- La fabrication des poteaux était également terminée.

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite)

b) Projet d'électrification des localités de Lèma-Moumoudji et Akpassi-Pira

Financement : Budget National et PPTTE

A fin 2010 :

- Les travaux étaient achevés pour la localité de Akpassi-Pira;
- Ils étaient presque achevés également pour la localité de Lèma-Moumoudji. Il ne restait que trois (03) transformateurs et trois (03) IACM à poser.

c) Projet d'électrification de 27 localités rurales (deuxième phase d'électrification rurale)

Financement : FAD, Budget National et SBEE

A fin 2010, les activités du projet n'avaient pas beaucoup évolué sur le terrain. Le démarrage des travaux était conditionné par la résolution d'un problème de manque de poteaux. La SBEE s'est engagé à fournir au projet en moyenne 320 poteaux bétons armés par mois.

III. Programmes et projets nationaux du secteur (Suite et fin)

d) **Projet d'interconnexion électrique de 10 chefs lieux de communes (Ouèssè, Perèrè, Kalalé, Sinandé, Ségbana, Karimama, Malanville, Gogounon, Materi et Cobli)**

Financement : Budget National, pour un coût total de 15 milliards

Ce projet a été initié en 2007. Les études d'ingénierie ont été achevées en 2008. La procédure de signature des contrats avec les quatre entreprises chargées de la construction des lignes (MRI, SMC, CIE, MIERT) a été conduite à terme en avril 2009.

Les travaux d'implantation des poteaux et de tirage de ligne ont commencé en 2010.

Le problème moyen que connait ce projet est lié à la disponibilité de poteaux et à leur transport sur les chantiers.

IV. Autres projets du secteur

4.1 Projets de la CEB à caractères régionaux ou nationaux

Il s'agit de projets très importants pour le secteur mais qui n'ont pu être réalisés à ce jour pour des problèmes de financement, notamment,

- a) du projet d'aménagement hydroélectrique d'Adjarala pour une puissance à installer de 147 MW (il est prévu pour ce projet une phase de préparation en cours de lancement dans le cadre des activités du projet;
- b) des projets entrant dans le cadre de l'aménagement hydroélectrique optimal du fleuve Ouémé et pouvant permettre d'installer une puissance totale de 283 MW;
- c) Des projets de développement des réseaux de transport de l'énergie électrique.

IV. Autres projets du secteur (Suite)

4.2 Projets du WAPP à caractères régionaux

Il s'agit des projets de ligne 330 kV du WAPP importants pour le secteur au profit des états membres à la fois de la CEDEAO, de l'UEMOA et de la ZACOP, notamment,

- a) la Dorsale Sud : ligne 330 kV Volta-Momé Hagou-Sakété;
- b) la Dorsale Médiane : ligne 330 kV Kainji-Parakou-Kara-Yendi et
- c) la Dorsale Nord : ligne 330 kV Birnin Kebbi (Nigeria)-Niamey (Niger)-Ouagadougou (Burkina Faso), avec une dérivation à Dosso (Niger) pour l'interconnexion avec le réseau CEB à Malanville (Bénin).

IV. Autres projets du secteur (Suite et fin)

Il convient de faire remarquer que le parcours de la Dorsale Sud au Bénin recommandé est le tracé Sakété-Maria Gléta-Momé Hagou afin que le grand centre de production que deviendra Maria Gléta soit raccordé au réseau 330 kV.

La carte du développement projeté du réseau de transport de l'énergie électrique est jointe en Annexe.

V- Electrification en zones rurales par extension du réseau

V.1 Problématique

Disposer de l'énergie en quantité, en qualité et à moindre coût est un droit imprescriptible de tout citoyen, quel que soit son lieu d'établissement (zones urbaines ou zones rurales).

Si l'évolution en zone urbaine se fait de manière plus agressive à travers des besoins pressants de tout genre exprimés par les populations, tel n'est pas le cas en zone rurale.

En effet, dans les zones rurales, la satisfaction de ces besoins, notamment en terme d'énergie et plus spécifiquement en énergie électrique, ne se fait au rythme des besoins exprimés.

Ceci se justifie par:

- la nature du courant électrique (la forme d'énergie la plus noble et il n'existe pas de différence entre l'électricité consommée en zone urbaine et celle

V- Electrification en zones rurales par extension du réseau

V.1 Problématique (suite)

distribuée en zone rurale - **les équipements de production, de transport et de distribution et de sécurisation sont exactement les mêmes**);

- les moyens financiers relativement limités des populations en zone rurale à payer la facture des services de l'électricité qui n'encouragent pas les promoteurs à consentir les lourds investissements que requièrent de tels projets. D'où la question fondamentale de rentabilité de ces en milieu rural;
- demandes très faibles;
- habitats éparpillés et généralement en matériaux précaires et ignifuges (très haut risques d'incendies);
- etc.

En face de cette problématique, il y a lieu de s'engager dans des compromis qui sont quelque fois, très difficile à réaliser. Il

V- Electrification en zones rurales par extension du réseau

V.1 Problématique (suite et fin)

s'agit notamment de recourir à:

- la sobriété des réseaux d'électricité à réaliser;
- des solutions de types fil de garde, basées sur l'utilisation des conducteurs, différents de ceux de phases, mais destinés à d'autres services d'exploitation
- l'électrification décentralisée;
- production par systèmes mixtes (hybrides). Dans cette optique, la mise en valeur des sources d'énergie locales (biomasse, rivières, l'énergie solaire, l'éolien etc.) est à prioriser;
- etc.

V- Electrification en zones rurales par extension du réseau

V.2 Cas du Bénin

Le Bénin, ces dernières années a, parallèlement aux efforts de diversification des sources d'énergie à développer a profit des populations locales, opté pour la solution consistant à raccorder sur Budget National, certaines localités aux réseaux électriques de la Société Béninoise d'Energie Electrique (SBEE), société distributrice. Ainsi, un vaste programme lancé un peu avant les années 90, a pris en compte dans un premier temps, les plus grandes agglomération des Administrations locales (les anciens Chefs lieux d'Arrondissement devenus aujourd'hui Chefs lieux des 77 Communes). Ce programme s'est poursuivi et a abouti à l'inauguration des deux (02) derniers Chefs lieux d'Arrondissements cette année.

V- Electrification en zones rurales par extension du réseau

V.2 Cas du Bénin (suite)

S'agissant des nouveaux Arrondissements (subdivisions des nouvelles Communes), des projets d'un autre programme d'électrification sont en cours de réalisation. Parmi ceux-ci on peut citer:

- le projet Facilité-Energie co-financé par, l'Union Européenne, l'Agence Française de Développement, la DGIS (Pays-bas), la SBEE avec l'implication de la GIZ (Allemagne) en qualité de prestataire (de 58 localités préalablement retenus dans le cadre du projet, 105 localités sont désormais sur la liste des localités devant bénéficier de l'électrification par raccordement au réseau électrique national **et ce, avec la même enveloppe financière prévue au départ). Ce programme a**

V- Electrification en zones rurales par extension du réseau

V.2 Cas du Bénin (suite et fin)

également retenu certaines localités déjà électrifier dans un volet de densification;

- deux projets de l'Agence Béninoise d'Electrification Rurale et de Maîtrise d'Energie (ABERME). Dans le cadre du premier projet, 58 localités sont attendues pour être **é**lectrifiées pendant que 107 autres le seront dans un deuxième temps. Le Gouvernement indien est le plus important contributeur en terme de financement, de la réalisation de ce dernier projet;
- un projet en deux volets de la SBEE qui concerne 22 et 27 localités;
- les projets cités ici ne prennent pas en compte les initiatives locales, en cours grâce à des partenariats entre

VI. Difficultés rencontrées (suite)

6.1 Difficultés rencontrées en terme de besoin interne de financement du secteur

des Communes du Bénin et d'autres villes de l'étranger (jumelages).

Des actions d'électrification ainsi engagées entraînent naturellement des besoins de production d'électricité en amont et ce, à la hauteur des besoins à satisfaire. Or, les évaluations des besoins du financement des segments de la production, du transport et de la distribution dans le sous-secteur de l'électricité avec les actions de maîtrise d'énergie sont estimés sur la période 2010 – 2015 à environ 718 milliards de F CFA. Ces

VI. Difficultés rencontrées (Suite)

6.1 Difficultés rencontrées en terme de besoin interne de financement du secteur

besoins se répartissent comme suit :

- a) Segment production hors IPP : 349,3 milliards de F CFA ;
- b) Segment 108,8 milliards de F CFA ;
- c) Segment distribution : 254,3 milliards de F CFA ;
- d) Promotion des actions de maîtrise d'énergie : 5,2 milliards de F CFA.

VI. Difficultés rencontrées (suite)

6.2 Difficultés d'ordres administratif et procédural

Dans l'exécution des programmes et projets, les structures du secteur de l'énergie sont confrontées à des difficultés de plusieurs ordres, entre autres :

- la procédure excessivement longue et lourde de passation des marchés publics, empêchant la mise en œuvre des projets dans le délai au profit des populations bénéficiaires ;
- les délais relativement longs pour l'obtention des avis de non objection de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) et dans certains cas pour l'obtention également des avis de non objection des bailleurs de fonds ;
- les délais relativement longs pour la signature et l'approbation des marchés (délai dépassant parfois quatre mois) ;

VI. Difficultés rencontrées

6.2 Difficultés d'ordres administratif et procédural (suite et fin)

- l'accès intermittent au Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP) pour l'engagement comptable des contrats de marchés (surtout de la contrepartie du budget national) ;

VI. Difficultés rencontrées (suite)

6.3 Difficultés d'ordres techniques

La mise en œuvre de l'ensemble de ces projets appelle presque sur la même période entraîne d'inévitables discordances dans les différentes approches, voire des doubles emplois au niveau des structures d'exécution.

C'est cette situation qui justement a amené les structures en charge de l'exécution de ces programmes et projets à une concertation sur les normes minimales à respecter, notamment en ce qui concerne les poteaux béton et poteaux bois.

Enfin, l'une des dernières difficultés porte sur la gestion de la clientèle dans localités électrifiées où, les possibilités financières imposeront aux populations bénéficiaires de l'électrification, la nécessité d'acheter en petite quantité l'énergie électrique mise à leur disposition.

VI. Difficultés rencontrées (suite)

6.3 Difficultés d'ordres techniques (suite et fin)

La résolution de ce problème recourir à la conduite d'une étude de faisabilité portant sur un système de prépaiement basé sur l'usage des services des GSM.

VI. Conclusion et recommandation

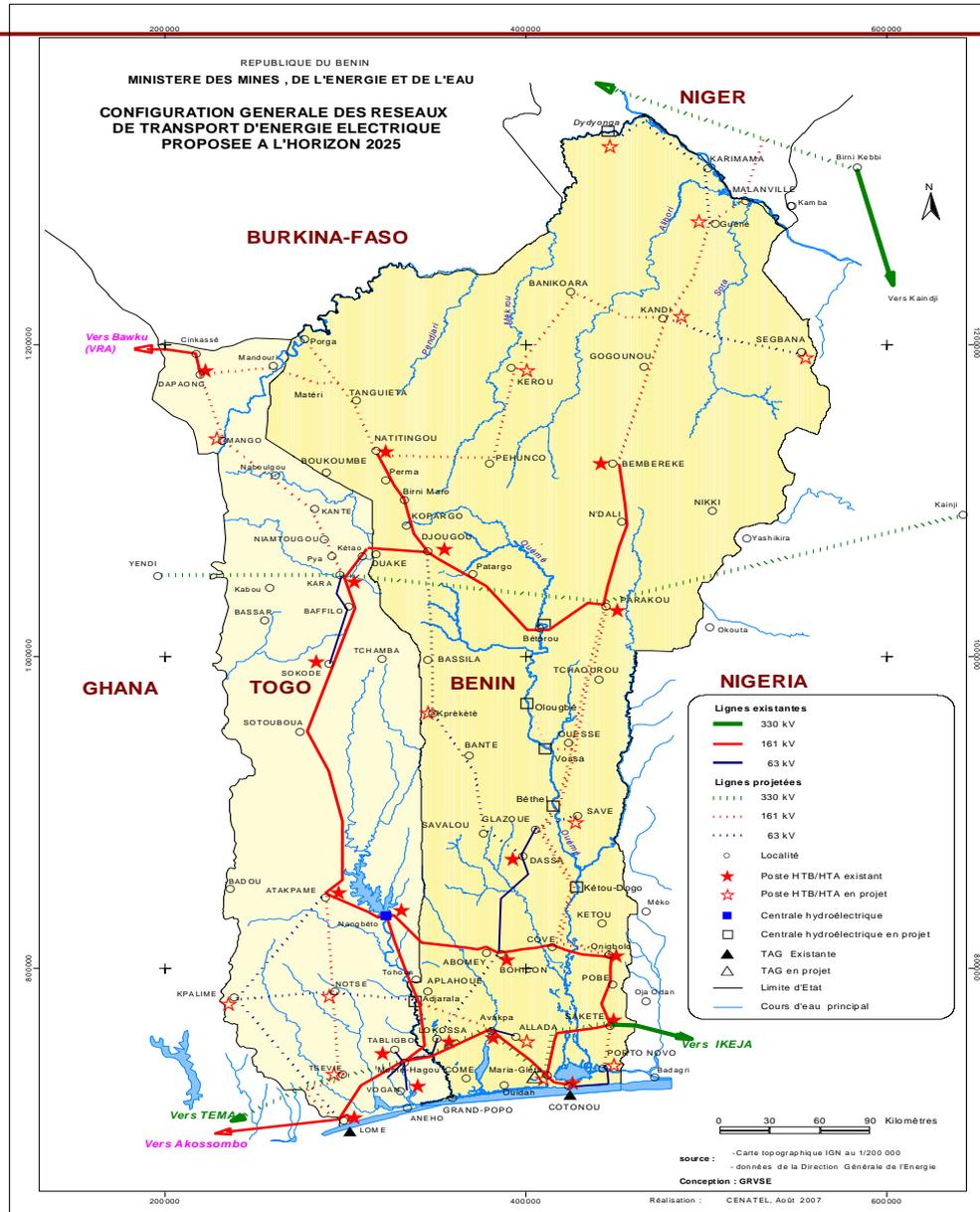
L'échéance de 2015 est proche et nous sommes loin d'atteindre les objectifs de 76 % de taux des ménages à l'électricité en milieu urbain et très loin du taux de 36 % des ménages en zones rurales.

Toutefois , il faut reconnaître que les pouvoirs publics ont fait ces dernières années d'importants efforts dans le sens de l'accélération de l'électrification des localités du pays. Ainsi plus de 300 localités ont été électrifiées de 2006 à 2010; ce qui a permis de faire passer le taux moyen national d'accès des ménages à l'électricité de 24,14 % à 27,36 %.

Des actions sont aussi en préparation pour faciliter l'accès des populations aux équipements utilisant les énergies modernes de cuisson.

Sur un autre plan, nous constatons aussi que les questions liées à la sécurisation des approvisionnements énergétiques du pays font de plus en plus objet de préoccupations au niveau du Gouvernement

Il est donc souhaitable que le Bénin à l'image des autres pays membres de la CEDEAO, soit davantage soutenu et accompagné dans ces efforts tant aux plans sous-régional, régional et international pour relever les défis de réduction de la pauvreté





**MERCI POUR VOTRE AIMABLE
ATTENTION**

**THANK YOU FOR YOUR
ATTENTION**